

DÉLIBÉRATION 2026 17 -

Abondement des provisions pour créances non recouvrées du Budget Principal 2026

Séance du Comité syndical du 18 mai 2026

EXPOSÉ DES MOTIFS

Certaines provisions sont obligatoires en vertu de l'article L2321-2 du CGCT et notamment dès l'ouverture d'un contentieux en première instance.

L'instruction budgétaire et comptable M57 prévoit la constitution de provisions pour créances non recouvrées, en vertu du principe comptable de prudence, pour les créances de plus de deux ans.

Désormais, le taux appliqué est du ressort de la collectivité.

Il vous est proposé, comme pour l'exercice 2025, d'appliquer un taux de 15%.

Au 1^{er} janvier 2025, le montant à provisionner pour les créances non recouvrées de plus de deux ans était de 68 875,18 €.

Au 1^{er} janvier 2026, l'application du taux de 15% aux créances non recouvrées de plus de deux ans est porté à 83 675,18 €. Il convient donc d'abonder les provisions pour créances non recouvrées de plus de deux ans de 14 800 €.

Je vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir en délibérer.



Le Président

DÉLIBÉRATION 2026 17 - Abondement des provisions pour créances non recouvrées du Budget Principal 2026

Séance du Comité syndical du 18 mai 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création de l'Agence ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable l'Agence Métropolitaine des Mobilités Partagées,
Vu la délibération 2023 35 du 10 octobre 2023 adoptant le règlement budgétaire financier ;
Vu la délibération 2025-47 du 9 décembre 2025 adoptant le budget principal 2026 ;
Vu la délibération 2026-14 du 18 mai 2026 relative au compte de gestion 2025 ;
Vu la délibération 2026-15 du 18 mai 2026 relative au compte administratif 2025 ;
Vu la délibération 2026-16 du 18 mai 2026 relative à l'affectation du résultat 2025 au budget principal 2026 ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : ABONDE la provision pour créances non recouvrées à hauteur de 15% des restes à recouvrer supérieurs à 2 ans au 31-12-2025 pour un montant de 14 800 € supplémentaire.

Article 2 : DIT que les crédits sont prévus en dépenses au compte 6817 « dotations aux provisions pour dépréciations des actifs circulants »



Le Président,



Sylvain Raifaud